
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. LIX.

Du Vendredi 21 Août 1789.

Séance du Mercredi soir.

M. Dumetz a fait un rapport du comité de vérification.

Le législateur provisoire a accordé au pays de Conserans en Guyenne, un député du clergé, un de la noblesse, un seul des communes. M. Illes, nommé suppléant, demandoit d'être admis comme député pour compléter la députation due à ce pays. Un règlement du mois de mai donnoit aux Quatre - Vallées un député qui complettoit la députation de Conserans; comme le député de la ville de Metz avoit complété celle de la ville d'Arles; le comité a pensé que M. Illes devoit être démis de sa demande.

M. Illes a bien défendu sa cause & celle de son pays, mais l'assemblée a cru devoir adopter l'avis du comité.

M. de la Ville-aux-Bois a fait après le jugement, une motion tendante à ce que le député des Quatre - Vallées, ne s'étant pas présenté, M. Illes fût admis à le rempla-

Tome II.

T

cer. Quelques membres de l'assemblée paroissent en adopter les motifs, lorsque M. Saintetz, député d'Auch, s'est levé pour les réfuter. Le Conserans & les Quatre-Vallées sont deux pays séparés, disoit-il ; ils ont des intérêts absolument distincts ; le suppléant du Conserans n'a aucune qualité pour remplacer le député des Quatre-Vallées ; étant sans mandats de leur part, ils pourroient être défavonés ; & l'assemblée ne souffrira pas que les Quatre-Vallées soient privées d'une représentation accordée à leur étendue & à leur population. Si cependant la motion pouvoit frapper l'assemblée, je la prie de suspendre le jugement jusqu'à ce que j'aie pu instruire les habitants des Quatre-Vallées, afin qu'ils envoient leur député ou qu'ils y renoncent.

La motion mise à la délibération préalable, *y a-t-il lieu à délibérer ?* Il a été arrêté qu'il n'y avoit lieu *quant à présent.*

M. Salomon a rapporté une affaire concernant la municipalité des villes de Givet & Charlemont, dont les habitants réclamoient avec des formes un peu vives, une reddition de comptes au sujet de la vente des grains, & de la mauvaise qualité des farines. M. Emmeri a dit avoir reçu un mémoire particulier sur cette affaire, mais l'assemblée a autorisé M. le président à renvoyer au pouvoir exécutif, afin que le compte des officiers municipaux de ces deux villes fût rendu à la commune.

M. de Beaumez ayant ensuite rapporté quelque réclamation faite par la commission intermédiaire de la province d'Alsace, à raison de la publication d'une lettre écrite par un député sur les événemens mémorables de la nuit du 4 août ; il s'est élevé quelques débats pour savoir si l'on feroit la lecture des pièces qui avoient donné lieu à la réclamation ; M. le vicomte de Mirabeau, MM. les évêques

de Langres & de Saintes ont demandé cette lecture, mais l'assemblée après avoir entendu M. Lavie qui, intéressé dans cette affaire, en a expliqué les faits avec une vérité & une énergie admirables, a jugé inutile la lecture des pièces, & sur la dénonciation, elle a déclaré n'y avoir lieu à délibérer.

Après ces affaires de détail, M. de Mirabeau a fait une motion tendante à ranimer le crédit national, qu'il a présentée comme la ressource de l'état dans ces temps malheureux. « Le royaume est le même, disoit-il; l'ennemi ne l'a pas dévasté; les pertes sont calculables; il est riche & puissant, que la concorde se rétablisse, & le numéraire caché reparoitra; la prospérité, influée par la liberté, reprendra son activité ordinaire Laissons-là les vaines déclamations contre les gens d'affaires & les capitalistes; nous avons déterminé l'intérêt de l'emprunt, nous nous sommes trompés. On a craint que vous ne voulussiez établir une différence entre la dette contractée & celle à contracter; il falloit laisser au ministre le soin de fixer l'intérêt, suivant les circonstances. Le respect pour la foi publique est notre sauve-garde, & le crédit public notre ressource ». C'est d'après ces considérations que M. de Mirabeau proposoit à l'assemblée d'autoriser sa majesté à employer les moyens que la situation des affaires lui fera croire nécessaires pour l'emprunt.

M. de Laville Leroux croyoit qu'il falloit attendre des nouvelles des provinces, qu'on devoit désigner le terme des remboursemens, & qu'on pourroit créer des caisses d'escompte dans chaque province; cette motion a été renvoyée à la discussion dans les bureaux.

Séance d'hier.

M. le président a fait lecture d'une lettre de M. de

Montesson, député du Maine, qui lui marque son impossibilité de remplir encore sa place ; M. le comte de Praslin, son suppléant, a fait en conséquence vérifier ses pouvoirs.

L'ordre du jour appelant à la discussion le projet de la déclaration des droits du sixième bureau, article par article, un député de Paris a dit « que si ce bureau existoit encore, il seroit bien surpris de voir la préférence que l'on a donnée à cette déclaration ; ce n'étoit, a-t-il ajouté, qu'un simple cannevas que chacun des membres de ce bureau se proposoit de remplir ; que l'on avoit cru d'abord devoir en exclure tous les détails, pour en faire ensuite un corps plus méthodique & plus complet, & qu'il falloit le rendre capable de recevoir un tissu plus fort, & d'une ordonnance plus digne de l'assemblée.

M. Target a trouvé que cette déclaration ne contenoit pas des principes contestés, qu'elle étoit courte, simple & exacte, mais qu'elle manquoit d'énergie & d'expression ; je la regarde, a-t-il dit, comme le type, comme l'occasion d'une véritable déclaration ; avec des changemens, des corrections & des modifications, on pourroit en faire une bonne.

L'avis de M. Desmeuniers étoit d'en retrancher les dix premiers articles, & d'ajouter ensuite les détails qui pouvoient y manquer.

M. de la Borde a soutenu que le premier principe d'une déclaration devoit être de faire servir la force & les moyens de tous, à maintenir le bonheur de tous ; que celui de la réunion des hommes en société n'avoit pu avoir d'autre motif ; faites respecter, s'est-il écrié, les droits de tous & de chacun, voilà tout ce que vous avez à faire.

Ensuite il a proposé un excellent préambule, qu'on l'a prié de remettre sur le bureau.

M. Duquesnoi, en n'adoptant ni l'expression, ni la forme de celui du cinquième bureau, disoit qu'il ne concevoit pas comment on avoit pu avancer, qu'il y avoit des principes qui devoient être soumis aux circonstances, que c'étoit cette considération timide qui avoit toujours perdu les hommes & les empires, & qu'il falloit enfin ne jamais oublier cette grande & importante vérité; que l'homme n'est en société que pour acquérir & non pour perdre.

Il a fini par déclarer que le préambule que M. de la Borde venoit de proposer, lui paroissoit contenir les plus grands & les meilleurs principes.

Le projet du sixième bureau est incomplet, a repris M. le comte de Virieux; mais on ne doit pas le rejeter entièrement. Les vérités métaphysiques ne peuvent atteindre le cœur du commun des hommes; il leur faut des principes religieux: il a lu aussi un projet de préambule qu'il a dit avoir été fait de concert avec M. de Marguerites.

M. le vicomte de Mirabeau, après avoir proposé de mettre à la tête de la constitution *l'ouvrage du plus grand des législateurs le décalogue*, a sur le préambule, qui, comme il le disoit lui-même, avoit le mérite d'être court. Il soutenoit que ces mots, sûreté, propriété, liberté, renfermoient tous les droits, & que si l'on se livroit aux subtilités métaphysiques, on risquoit de n'être entendu que de très-peu de personnes, & admiré de celles qui ne comprendroient pas.

M. de Volnei proposoit aussi un autre préambule, qui devoit contenir l'époque & la date de la déclaration, avec un exposé succinct des faits & des circonstances qui l'ont nécessité.

Plusieurs membres insistoient pour qu'on mît dans le préambule ces mots: *en présence de l'être suprême*; d'autres, oubliant que l'assemblée ne peut parler qu'un langage

humain, disoit que la présence de l'être suprême étant par tout, il étoit inutile de l'énoncer. M. Goupille de Préfeld, & M. Blin, vouloient qu'on mit, *après avoir invoqué l'assistance du suprême législateur de l'univers*. M. l'évêque de Nîmes a soutenu la même opinion, avec autant d'onction que de force; c'est ainsi que la discussion passoit rapidement des profondeurs de la morale aux obscurités de la métaphysique, pour s'élever ensuite aux idées abstraites de la théologie.

Mais MM. Mougin & Pélérin, ramenant cette discussion aux faits historiques, ont prouvé que les législateurs de Rome, de la Russie & de l'Amérique, avoient invoqué l'être suprême dans les premières pages de leurs codes; enfin, après avoir relu les cinq préambules proposés par divers membres, on est revenu à celui du projet rédigé par le comité des cinq, sur lequel M. Desmeuniers a fait quelques corrections, d'après les observations de l'assemblée.

On a repris la discussion des six premiers articles, & après plusieurs motions, faites par MM. d'André, Target, l'évêque de Langres, Blin, Mounier, Pizon du Galand, & autres, tendantes à supprimer plusieurs articles, & à présenter le droit du citoyen avec plus d'énergie & de précision, l'assemblée s'est déterminée à adopter trois articles proposés par M. Mounier, à la place des six premiers qui sont dans la déclaration du sixième bureau.

La rédaction de ces trois articles a été critiquée par plusieurs membres, soit dans les idées, soit dans les expressions, ce qui a entraîné quelques débats, qui ne sont jamais indifférens ou minutieux, quand il s'agit de faire des lois. Tout s'agrandit aux yeux du législateur.

Voici les trois articles avec le préambule corrigé.

» Les représentans du peuple français, constitués en

assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics, & de la corruption des gouvernemens, ont résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, imprescriptibles, inaliénables & sacrés de l'homme, afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits & leurs devoirs, afin que les actes du pouvoir législatif, & ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute constitution politique, en soient plus respectés; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples & incontestables, tournent toujours au maintien de la constitution & au bonheur de tous.

» En conséquence, l'assemblée nationale reconnoît & déclare, en présence & sous le auspices de l'être suprême, les droits suivans de l'homme & du citoyen.

A R T. I.

Les hommes naissent & demeurent libres & égaux en droits; les distinctions ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

A R T. II.

Le but de toute société doit être la conservation des droits naturels & imprescriptibles de l'homme; ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté & la résistance à l'oppression.

A R T. III.

Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation; nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

Les milices bourgeoises du Havre - de - grace , accompagnées des volontaires de la même ville , ont amené à Versailles cinq millions de livres pesant de farines. Cette brave jeunesse s'est présentée à l'assemblée pour réclamer une séance dans le bureau des subsistances ; elle a été vue avec satisfaction , & vivement applaudie à diverses reprises.

N. B. On a oublié de dire que le député de la noblesse du pays de Soule avoit eu ses pouvoirs vérifiés le 4 août, sans réclamation.

Le nom de M. de Villiers a été oublié dans le No. 30 , page 262 , ligne 9.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement finit au soixantième numéro , sont priés de renouveler , & de rapporter le numéro de leur souscription , à Paris , chez C U S S A C , libraire , au Palais-Royal , n^{os} 7 & 8 , & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 sous , franc de port , dans tout le royaume ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

HOTEL-DE-VILLE DE PARIS.

C O M I T É P R O V I S O I R E .

Permis à la Poste de faire passer dans la province le journal intitulé : *Point du Jour* , à la charge que les exemplaires porteront le nom de l'Imprimeur. A Paris , ce 27 juillet 1789. Signés PITRA , BOURRÉE DE CORBERON , LEVACHER DE LA TERRINIÈRE.

De l'imprimerie de BALLARD, Imprimeur du Roi ,
rue des Mathurins.